



Institut  
du Bosphore

**BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE**

**MAI - JUIN 2012**

## SOMMAIRE

<b>ASSEMBLEE NATIONALE .....</b>	<b>3</b>
Question de M. Paul Jeanneteau (UMP) (certifications exportation d'animaux français en Turquie ) – 6 mars & Réponse du Ministère de l’Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire – 15 mai .....	3
<b>MINISTERE DE L’ECONOMIE ET DES FINANCES.....</b>	<b>5</b>
Les échanges extérieurs de la Turquie au premier trimestre 2012 - 10 Mai .....	5
L’économie turque au printemps 2012 - 3 Mai.....	7
<b>DECLARATIONS DES AUTORITES FRANÇAISES .....</b>	<b>12</b>
Entretien de Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères – Le Monde, 29 Mai .....	12
▪ <i>Ambassade de France en Turquie</i> :.....	12
Avion turc abattu par la Syrie – 25 Juin.....	12
Réunion de travail informelle sur la Syrie, Istanbul - 6 Juin .....	12
Propos recueillis (en anglais) de Laurent Bili, Ambassadeur de France en Turquie (relations France-Turquie) - 14 Mai .....	13
Visite en Turquie de M. Eric Chevallier, Ambassadeur de France en Syrie - 13 Mai .....	13
Aide aux réfugiés syriens en Turquie - 3 Mai .....	14
<b>DECLARATIONS DES AUTORITES TURQUES .....</b>	<b>15</b>
Entretien d’Egemen Bağış, Ministre turc des affaires européennes et négociateur en chef avec l’UE – La Croix, 11 Juin .....	15
Message d’Ahmet Davutoğlu, Ministre turc des affaires étrangères à l’occasion de la Journée de l’Europe - 9 mai.....	16
▪ <i>Ambassade de Turquie en France</i> :.....	16
« France – Turquie : Relations Economiques Et Commerciales: Enjeux & Perspectives » par François Bernard – 14 Juin .....	16

## ASSEMBLEE NATIONALE

Question de M. Paul Jeanneteau (UMP) (certifications exportation d'animaux français en Turquie )  
– 6 mars & Réponse du Ministère de l'Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement  
du territoire – 15 mai

« **Q :** M. Paul Jeanneteau attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire sur l'export de bestiaux en Turquie. Depuis 2011, le secteur de l'élevage a trouvé un débouché important avec l'export de plus 60 000 têtes en Turquie, destinées aussi bien à l'abattage qu'à l'engraissement. Or les professionnels ont de grandes difficultés à obtenir, au départ de la France, la certification établie par les vétérinaires turcs, essentielle à toute expédition d'animaux dans ce pays. Ils craignent donc que les perspectives d'un volume d'expédition de l'ordre de 24 000 têtes ne soient remis en cause. Aussi souhaite-t-il connaître les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre afin de faciliter l'obtention des certifications nécessaires à l'exportation d'animaux français en Turquie.

**R :** Grâce à la mobilisation très forte du Gouvernement français, les autorités turques ont levé, en 2011, les dernières barrières sanitaires qui subsistaient à l'importation de produits bovins français (bovins d'engraissement et de reproduction, bovins d'abattage, viande bovine). La très forte reprise des exportations qui s'en est suivie, s'agissant notamment des bovins d'abattage, a néanmoins été tempérée depuis le début de l'année 2012 en raison du faible nombre de vétérinaires mis à disposition par les Autorités turques pour procéder à l'inspection des animaux, préalablement à leur exportation. Depuis le début du mois d'avril, l'augmentation du nombre de vétérinaires envoyés par la Turquie laisse cependant présager une amélioration des flux commerciaux de produits bovins vers la Turquie. Les exportations de bovins d'abattage vers la Turquie continuent d'ailleurs de se situer à des niveaux élevés.

Cependant, la Turquie a décidé, début mars, de fermer ses frontières aux bovins d'engraissement et de reproduction français en raison du virus de Schmallenberg. Le Gouvernement français est mobilisé en faveur d'une levée de cette barrière aux échanges totalement injustifiée : A ce jour aucune restriction ne s'applique aux bovins à destination des Etats membres de l'Union européenne, qui représentent plus de 85 % de nos débouchés. Un flux de commerce de 1,8 millions de tête de bovins français en vif chaque année, pour une valeur de 1,2 milliards d'euros, est intégralement maintenu à destination de ces pays. De nombreux marchés de pays tiers restent également totalement ouverts au commerce des bovins vivants français, comme c'est notamment le cas de la Suisse, des Balkans ou des pays de l'Afrique de l'Ouest. Pour d'autres pays, notamment le Maroc, les opérations commerciales reprennent progressivement malgré certaines contraintes liées aux garanties complémentaires nouvelles demandées sur le virus de Schmallenberg. Le Gouvernement poursuit, en lien étroit avec la



Commission européenne, ses démarches diplomatiques et les réunions techniques pour convaincre les pays clients qui ont mis en place des embargos sanitaires, comme la Russie, l'Ukraine ou la Tunisie, que ceux-ci sont totalement disproportionnés. Il continue également mobiliser tous ses moyens pour aider les producteurs et les commerçants de bestiaux français à reprendre les exportations d'animaux et de génétique bovine vers la Turquie.

La promotion des produits bovins français à l'exportation demeure une priorité pour les autorités françaises. L'interprofession bovine continue d'ailleurs, avec l'appui des services du ministère chargé de l'agriculture, à conquérir de nouveaux marchés ouverts et porteurs pour la filière bovine. C'est le rôle du Groupement pour l'export français viande, bétail et génétique, qui a été créé fin 2011. A ce titre les négociations bilatérales avec les nouvelles autorités libyennes vont permettre l'ouverture de ce nouveau marché qui représente un potentiel important pour faire valoir la qualité des produits français. »

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

### Les échanges extérieurs de la Turquie au premier trimestre 2012 - 10 Mai

« Après une période de forte croissance en 2010 et 2011, l'économie turque est entrée en 2012 dans une phase de moindre croissance, les chiffres du commerce extérieur pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 traduisent cette situation : hausse mesurée des exportations, stabilisation des importations et réduction sensible du déficit qui demeure toutefois à un niveau élevé. Au plan géographique, l'on note une stabilité de la part de l'Union européenne à l'importation mais un recul marqué à l'exportation en raison de la progression des pays du Moyen Orient.

Mds USD 1er trim	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 1er trim 2012/2011
Importations	49,2	28,9	38,5	56,1	55,7	-0,7 %
Exportations	33,1	24,5	26,0	31,4	35,4	+12,6 %
Solde	-16,1	-4,4	-12,5	-24,6	-20,3	-4,3 Mds USD

#### 1. Des importations stabilisées après une période de forte croissance

##### *a- La hausse de la facture énergétique compense la baisse des achats de produits manufacturés*

Après une longue période de croissance, les importations turques se sont stabilisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (-0,7%). Ce chiffre apparaît comme la résultante de deux phénomènes contradictoires : la baisse des achats à l'étranger de véhicules automobiles, de produits chimiques et pharmaceutiques et de coton et produits textiles en coton d'une part, et la hausse de la facture énergétique d'autre part (+24,8% pour les hydrocarbures essentiellement liée au renchérissement du prix du baril).

Le secteur automobile présente un recul considérable (-25,5%), en lien avec la nette diminution de la demande intérieure qui résulte notamment des mesures de modération du crédit.

Principaux postes (Mds USD)	T1 2011	T1 2012	Variation
<b>Importations</b>	<b>56,1</b>	<b>55,7</b>	<b>-0,7%</b>
Hydrocarbures naturels	11,7	14,6	+24,8%
Automobile	3,9	2,9	-25,5%
Produits pharmaceutiques	1,2	1,0	-14,8%
Cotons et produits textiles en coton	1,3	0,6	-49,3%
Produits chimiques	1,4	1,2	-11,3%

*b-Forte progression de l'Iran comme fournisseur dans un approvisionnement diversifié*

D'un point de vue géographique, les importations en provenance de l'UE sont en léger recul (- 2,6% et - 0,7pt pour ne plus représenter que 36,9% des achats turcs à l'étranger). L'on notera, par ailleurs, la forte dispersion des achats de la Turquie à l'étranger. La Russie reste le premier fournisseur de la Turquie et gagne des parts de marché (+0,6 pt) à 10,9%, devant la Chine 9,1% (+0,2 pt), et devant l'Allemagne 8,7% (-0,4 pt), l'Iran 6,6% (+2,3 pts), les Etats-Unis 6,4% (-1pt), l'Italie 5,5% et la France 4% (-0,1pt)

L'on soulignera la forte progression de l'Iran dont les ventes à la Turquie ont augmenté de 54,2% par rapport au premier trimestre 2011, ce qui s'explique par un accroissement des ventes d'hydrocarbures.

Part dans les importations turques			
UE	36,9 %	Russie	10,9 %
dont Allemagne	8,7 %	Chine	9,1 %
dont Italie	5,5 %	Iran	6,6 %
dont France	4 %	Etats-Unis	6,4 %

2- Des exportations légèrement supérieures à leur niveau de 2008

*a- L'envolée des ventes de métaux précieux et bijoux*

Les exportations de métaux précieux et bijoux connaissent la plus forte hausse (+140%). Ce sont avant tout les ventes d'or vers l'Iran, le Royaume-Uni, la Suisse et les Emirats Arabes Unis qui expliquent ce chiffre.

Pour les autres produits, les exportations n'ont pas connu de progression notable, ce qui traduit la stabilisation de la compétitivité de l'industrie turque dans un environnement international peu porteur.

Principaux postes (Mds USD)	Q1 2011	Q1 2012	Variation
<b>Exportations</b>	<b>31,4</b>	<b>35,4</b>	<b>12,6%</b>
Automobile	3,9	4,0	3,4%
Textile, habillement	2,1	2,0	-1,4%
Métaux précieux et bijoux	0,8	1,9	+139,5%

*b- L'Union européenne perd six points dans les ventes turques à l'étranger au profit du proche et Moyen orient*

Au plan géographique, l'on enregistre une forte baisse des exportations vers l'UE (-1,5%) qui perd 6 points comme destination des produits turcs et notamment l'Italie (-22,3%) et une réorientation vers les pays du Moyen-Orient, avec de forts taux de croissance des exportations vers l'Irak (+41,0%), l'Iran (+31%), les Emirats Arabes Unis (+5,4%), l'Egypte (+84,9%) et l'Arabie-Saoudite (+58,0%). Par ailleurs,

les besoins liés à la reconstruction de la Libye expliquent également une forte hausse des exportations vers ce pays (+99,1%).

Part dans les exportations de la Turquie (variation par rapport à 2011), en %			
UE	42,3 (-6 pts)	Irak	7,0 (+1,4 pt)
dont Allemagne	9,6 (-1 pt)	Iran	3,3 (+0,5 pt)
dont Royaume-Uni	6,0 (+0,2)	Emirats Arabes Unis	3,0 (-0,2 pt)
dont Italie	4,6 (-2,1 pts)	Egypte	2,6 (+1 pt)
dont France	4,5 (-0,7 pt)	Arabie-Saoudite	2,4 (-0,2 pt)
Russie	4,3 (-0,2 pt)	Chine	1,6 (+0,1 pt)
Etats-Unis	4,1 (+0,6 pt)		

*c- Un déficit en baisse malgré la hausse de la facture énergétique mais qui demeure important*

Le déficit, en légère baisse de 24,6 à 20,3 Mds USD, traduit le ralentissement de la croissance turque.

Le taux de couverture (exportations/importations) remonte de 56% à 63,5% sans retrouver son niveau de 2008 (67%).

Les plus forts déficits sont enregistrés avec l'UE (-5,6 Mds USD dont -1,5 pour l'Italie, -1,4 pour l'Allemagne, -0,6 pour la France et +0,7 pour le Royaume Uni), la Russie (-4,6 Mds USD), la Chine (-4,5 Mds USD), l'Iran (-2,5 Mds USD), les Etats Unis (-2,1 Mds USD), alors que les excédents sont obtenus avec les pays du Proche et Moyen Orient (Irak +2,4 Mds USD ; EAU +0,7 Mds USD ; Egypte +0,6 Md USD et Arabie Saoudite +0,3 Md USD).

Sur la base de ces premiers chiffres, l'on peut espérer un commerce extérieur qui repasse significativement sous la barre d'un déficit de 100 Mds USD. »

*Source : Direction Générale du Trésor*

### L'économie turque au printemps 2012 - 3 Mai

« Le dynamisme de l'économie turque au cours des deux dernières années, caractérisée par une croissance qui a été la plus forte de celle des pays de l'OCDE, n'a pas manqué de susciter des interrogations : l'économie turque était-elle en surchauffe ? Le déficit des paiements courants pouvait-il être financé par des capitaux à long terme ? L'atterrissage allait-il être brutal ? L'année 2012 devrait répondre à toutes ces questions.

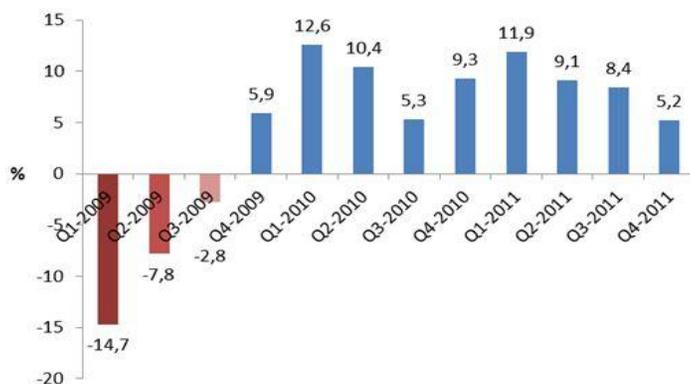
#### 1- Une croissance 2012 qui pourrait être celle d'un atterrissage en douceur

Certains observateurs de l'économie turque, le FMI notamment, prévoyait il y a quelques semaines encore une croissance quasi atone en Turquie en 2012 (+0,4%) alors que les autorités locales tablaient sur un chiffre de +4%.

Les derniers résultats de l'économie turque semblent donner raison au gouvernement turc : la croissance du dernier trimestre 2011 (+5,2%) a été plus forte que prévue et a porté celle de l'ensemble

de l'année 2011 à 8,5% après une croissance elle-même révisée à la hausse en 2010 à +9,2%. Dès lors, le FMI a remonté sa prévision de croissance pour l'année 2012 à 2,3% et rend crédible la prévision nationale à 4%.

*Evolution trimestrielle de la croissance du PIB turc au cours des trois dernières années*



Ainsi la Turquie entrerait depuis le quatrième trimestre 2011 dans une période de « *soft-landing* ». Au cours de la période de forte croissance des années 2010 et 2011, après une année 2009 marquée elle-même par un recul du PIB de 4,7%, le moteur de la croissance a été le dynamisme de la demande interne obtenue par une hausse de l'investissement (+25% en 2011) et de la consommation privée (+6,8% en 2011). La forte progression du crédit (+30% en 2011) a largement alimenté la demande intérieure.

Dès lors, la question est posée de savoir si la contribution des échanges extérieurs à la croissance, jusqu'alors négative, allait au contraire devenir positive et compenser une moindre croissance de la demande intérieure. Pour autant les perspectives d'évolution de l'environnement international et notamment celui de la zone euro, principal client de la Turquie, n'apparaissent pas très favorables, tout comme celui du Moyen Orient avec notamment la crise syrienne.

En l'absence de chiffre consolidé de la croissance au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, quelques indicateurs avancés montrent que l'on est bien rentré dans une phase de moindre croissance : la production industrielle a accusé en janvier une baisse de 3% par rapport à décembre 2011 et en février une légère hausse de 0,7% n'a pas totalement compensé le recul du mois précédent. Le taux d'utilisation des capacités de production n'atteint pas les niveaux observés avant l'éclatement de la crise financière en 2008-2009.

## 2- Les effets de ce ralentissement sur les grands équilibres

### a- *Bonne maîtrise cependant des finances publiques malgré l'inflexion de la conjoncture et l'accroissement de la charge de la dette*

Le ralentissement de l'activité économique pouvait laisser craindre un certain creusement du déficit des finances publiques par moindre progression des rentrées fiscales. Le rebond économique rapide enregistré en 2010 et en 2011 avait en effet permis au gouvernement de ramener le niveau du déficit public de 5,5% du PIB en 2009 à 3,6% en 2010 et à 1,4% en 2011. L'on enregistrerait même en 2011 un excédent primaire hors intérêts de la dette de 1,9% du PIB.

Au premier trimestre 2012, l'on a observé une augmentation des dépenses de 15% en raison notamment de l'accroissement de la charge d'intérêt de la dette (+25%) et des dépenses de personnel (+15%). En parallèle, les recettes ont cru de 12,5% grâce notamment à l'impôt sur le revenu. Au total, l'exécution budgétaire du gouvernement central au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 présente un déficit de 6,4 Mds TRL, soit une augmentation de 56% par rapport à la période équivalente de 2011. Malgré cela, le déficit budgétaire reste en dessous de 2% du PIB avec un excédent primaire de 11 Mds TRL en très légère augmentation par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Si l'on enregistre une légère augmentation du déficit public en raison principalement des intérêts de la dette, il convient toutefois de noter que celle-ci ne représente que 39,5% du PIB, et est constituée à hauteur de 71% par la dette domestique.

Il convient surtout de noter que la maturité moyenne de la dette domestique est en nette augmentation après un palier de stagnation, passant de 2 ans en 2009 à 2,6 en 2010 et 2011 et 2,9 ans en mars 2012. Pour la dette publique extérieure, la maturité moyenne s'est stabilisée à 9 ans en mars 2012.

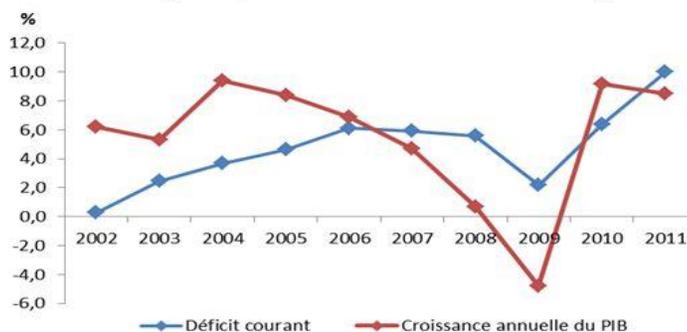
*b- Un niveau d'inflation qui n'arrive plus à repasser sous la barre des 10%*

La hausse des prix des produits pétroliers, la forte dépréciation de la livre turque et la surchauffe économique ont eu des conséquences importantes sur le niveau de l'inflation qui se situe désormais à 10,4% à fin mars 2012 (10,5% en décembre 2011) contre 6,4% observé fin 2010. Ce niveau est certes préoccupant mais doit être relativisé pour un pays qui a connu sur les décennies 1990 et 2000 des inflations à deux chiffres, voire à trois chiffres. L'évolution de la livre turque (1,78 TRY/ USD le 30 mars 2012 contre 1,53 TRY/USD fin décembre 2010) et l'évolution des cours des produits pétroliers seront déterminants pour ramener l'inflation au niveau de 5%, niveau - cible déterminé par la Banque centrale pour 2012. Cet objectif est néanmoins devenu désormais hors de portée.

*c- Un déficit des opérations courantes en réduction mais qui subit les effets de la hausse de la facture énergétique*

Le principal point noir de l'économie turque réside dans son manque de compétitivité qui se traduit par une forte corrélation entre la croissance et le déficit des paiements courants.

*Evolution du déficit des paiements courants et de la croissance depuis 2002*



Les observateurs de l'économie turque espéraient que la moindre croissance de 2012 pourrait se traduire par un recul significatif du déficit des paiements courants qui, en 2011, a atteint 77,1 Mds USD soit 10% du PIB (contre un déficit représentant 2,2% du PIB en 2009 et 6,6% du PIB en 2010). Ce creusement s'était expliqué quasi exclusivement par celui de la balance commerciale, passée dans le même temps de 71,6 Mds USD en 2010 à 105,8 Mds USD en 2011.

Le recul observé du déficit des paiements courants de 12 Mds USD en janvier-février 2011 à 10,1 Mds USD en janvier-février 2012 est net mais sans doute insuffisant. L'on signalera une croissance des exportations (données FAB) de 13% et une augmentation des importations (données FAB) de 3,3% provoquant un déficit commercial (en données balance des paiements) en réduction de 12,3 Mds USD à 10,7 Mds USD sur la période considérée. Le solde des services est lui-même en légère augmentation de 900 millions USD à 1,2 Mds USD.

L'augmentation de la facture énergétique sous l'effet des prix a sans doute beaucoup contribué à la moindre réduction du déficit des opérations courantes.

Si la reprise économique a été accompagnée d'une forte augmentation des IDE (15,9 Mds USD en 2011 contre 8,9 Mds USD en 2010), ce niveau est cependant éloigné de la moyenne annuelle de 20 Mds USD observé sur la période 2006-2008, et s'avère surtout insuffisant pour financer de manière significative le déficit des paiements courants.

#### *d- Une perspective de stabilisation du chômage.*

Sous l'effet de la forte croissance des années 2010-2011, le taux de chômage officiel est redescendu de 13,5% en 2009 à 9,8% en 2011. Pour autant, l'économie informelle reste à un niveau élevé. Ceteris paribus, le gouvernement considère qu'une croissance de 4% en volume pour 2012, devrait être suffisante pour provoquer une très légère réduction du chômage.

### 3- Une politique visant à réduire les points faibles de l'économie turque

L'amélioration de la compétitivité de l'économie turque est un objectif majeur, faute de quoi toute forte croissance entrainera un déséquilibre majeur des comptes extérieurs dont le financement ne pourra être assurée que par de la « *hot money* » comme ce fut le cas dans les années de forte croissance 2010 et 2011.

Les autorités turques ont décidé de s'appuyer sur trois volets pour desserrer la contrainte extérieure :

- Une politique monétaire plus stable ;
- Un encouragement à l'investissement de substitution aux importations et d'accroissement des exportations ;
- Un accroissement de la production d'énergie d'origine nationale ;

#### *a- Une politique monétaire plus stable*

Fin 2010 – début 2011, la Banque centrale a en effet adopté une politique visant à déprécier le taux de change et à contenir la croissance du crédit, atteignant son premier objectif mais pas le second. Confrontée à de fortes entrées de capitaux au 3ème trimestre 2010, qui faisaient peser un risque de

trop forte appréciation de la livre, les autorités monétaires ont adopté à partir de novembre 2010 une politique de réduction des taux d'intérêt pour diminuer l'attractivité de la livre et d'accroissement des taux de réserves obligatoires pour contenir le crédit. Si cette dernière mesure n'a pas permis d'infléchir la croissance du crédit qui s'est poursuivie au même rythme, la livre s'est dépréciée de près de 30% entre novembre 2010 et août 2011. La dégradation de l'environnement international, à l'été 2011, a contraint à un revirement complet de stratégie, visant à soutenir la livre, mais les réserves de change se sont rapidement révélées insuffisantes. A partir du mois d'août, la Banque centrale a décidé de relever son taux au jour le jour et a commencé à vendre des devises pour soutenir la livre. Ces interventions de change ont pesé sur le niveau des réserves de changes brutes qui sont passées de 94 Mds USD en août 2011 à 78 Mds USD fin 2011 (soit 3,9 mois d'importations).

L'adéquation du niveau des réserves de change aux besoins de financement - estimés à près de 200 Mds USD en 2012 est essentielle. Les taux de refinancement (« *roll-over* ») de la dette à court terme sont habituellement bons, et même supérieurs à 100%. Le maintien de ces bons niveaux de *roll-over* dépend en partie de la santé des banques domestiques, qui représentent près de la moitié des besoins de refinancements à court terme de la Turquie.

En février 2012, les réserves de change sont stables à 78 Mds USD soit 4,5 mois d'importations, traduisant une légère augmentation de ce ratio.

*b- Une politique d'incitation à l'investissement clairement centrée sur l'amélioration de la compétitivité extérieure de l'économie turque*

Une note spécifique reprise dans le numéro de mai de la revue du SER « lumière turquoise » indique les mesures d'incitation que les autorités turques vont prendre afin d'encourager les investissements locaux et étrangers qui permettront une certaine substitution de la production locale aux importations et une augmentation des exportations. Ainsi, l'élasticité du déficit extérieur à la croissance intérieure devrait s'en trouver réduite.

*c- Réduire la facture énergétique par le développement d'énergies locales*

Si la Turquie occupe une position stratégique entre l'Europe et le Moyen Orient pour le transport d'énergie, ses ressources propres en énergie sont limitées. Dès lors, la dépendance énergétique de la Turquie est grande, près de 75%.

Sous l'effet, de la hausse des prix, la facture énergétique de la Turquie a représenté en 2011, la moitié du déficit commercial du pays et cette proportion pourrait augmenter encore en 2012.

Dès lors, les autorités turques encouragent la production de toute forme d'énergie électrique qui pourrait réduire cette dépendance : énergie nucléaire, énergies éoliennes et solaires, énergies hydroélectriques, centrales thermiques.... »

*Source : Direction Générale du Trésor*

## DECLARATIONS DES AUTORITES FRANÇAISES

Entretien de Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères – Le Monde, 29 Mai

« Q : Comment allez-vous réparer la relation avec la Turquie alors que vous vous êtes prononcés pour la loi sur la pénalisation de la négation du génocide arménien ?

R : Ce n'est pas facile. Nous avons eu un très bon contact avec le président Gül à Chicago. Sur la question arménienne, il faudra tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel.

Q : M. Hollande s'est engagé à aller vite pour l'adoption de cette loi.

R : Oui. Pour autant, il y a des contraintes juridiques. Quoi qu'il en soit, il est important de renouer les fils avec la Turquie qui joue un rôle majeur, aux plans économique et diplomatique, par exemple sur les questions syrienne et iranienne. (...) »

Entretien intégral : [Cliquez ici](#)

### Ambassade de France en Turquie :

Avion turc abattu par la Syrie – 25 Juin

« Avion turc abattu par la Syrie : "inacceptable" estime Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères (lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg)

"Mon collègue turc m'a appelé samedi pour m'expliquer les circonstances. Cet avion était sans arme et était pour un vol de routine et il a été abattu (...) sans qu'il y ait eu d'avertissement préalable, donc c'est tout à fait inacceptable". »

Réunion de travail informelle sur la Syrie, Istanbul - 6 Juin

« Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères, s'est rendu mercredi 6 juin à Istanbul pour une réunion de travail informelle sur la crise en Syrie, à l'invitation de son homologue turc Ahmet Davutoğlu.

Quinze pays particulièrement engagés sur le dossier étaient représentés, dont treize au niveau ministériel. La Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine Ashton était également présente.

Les participants ont notamment évoqué les prochaines étapes en vue d'une transition démocratique en Syrie. Ils ont notamment décidé de constituer un groupe de coordination du soutien à l'opposition syrienne.

Laurent Fabius a par ailleurs rappelé que la France accueillerait la prochaine réunion du Groupe des amis du peuple syrien, début juillet à Paris. »

#### Propos recueillis (en anglais) de Laurent Bili, Ambassadeur de France en Turquie (relations France-Turquie) - 14 Mai

« Everybody wants to see a freer Turkey. (...) Turkey [is] carrying out significant initiatives. (...) The current situation in the European Union (EU) zone [is] not so bright, and the EU balances [changed] a bit after recent developments in the continent of Europe. It [is] not easy to keep the EU working with 27 members. (...) Turkey [is] a bigger country than other countries that joined the union, and balances [can] change if Turkey [is] admitted to the EU. (...) France [is] experiencing a significant and democratic process, and new developments [can] emerge after May 7th presidential election. (...) The new French President Francois Hollande sent a message to Turks living in France, and underlined the importance he attached to Turkish-French relations. Every one [know] that Hollande [has] more positive views about Turkey's accession to the EU. (...) Hollande [will] have a more positive perspective on Turks. (...) The French law criminalizing denial of Armenian allegations of the incidents of 1915 was not targeting at Turks, and President Hollande [will] bring up the law again but in line with the constitution. (...) The law was not against Turkey, but was prepared for the French citizens of Armenian origin. (...) French companies [have] confidence in Turkey's bright future and [are] eager to make more investments, which [is] so positive for bilateral relations. (...) [I am] hopeful that bilateral relations [will] be boosted, and members of the French business organization MEDEF [will] visit Turkey in June and seek appropriate places for new investments.» *(Anadolu Agency)*

#### Visite en Turquie de M. Eric Chevallier, Ambassadeur de France en Syrie - 13 Mai

« M. Eric Chevallier, Ambassadeur de France en Syrie, désormais basé à Paris, était en Turquie du 10 au 12 mai 2012 après des déplacements auprès des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban en avril.

Il s'est entretenu avec les autorités turques à Ankara, et, après une étape à Istanbul, s'est rendu vendredi 11 mai dans les provinces frontalières de Kilis, Gaziantep et Hatay. Il a visité les camps de Kilis et Islahiye et a témoigné de la solidarité de la France aux ressortissants syriens réfugiés dans ces camps.

La France a envoyé début mai, dans le cadre de l'Union européenne, un lot de matériel humanitaire destiné aux ressortissants syriens réfugiés en Turquie (tentes familiales, couvertures, kits cuisine). »

### Aide aux réfugiés syriens en Turquie - 3 Mai

« En réponse à la demande d'aide des autorités turques et dans un esprit de solidarité, le ministre des Affaires étrangères et européennes a décidé d'envoyer un lot important de grandes tentes familiales, de couvertures et de matériel humanitaire destinés aux ressortissants syriens réfugiés en Turquie. L'avion convoyant ce matériel quitte Paris le 3 mai à destination d'Adana, centre logistique des secours turcs.

La situation humanitaire en Syrie est extrêmement préoccupante :

- ▶ plus d'un million de Syriens sont aujourd'hui affectés directement ou indirectement par les violences ;
- ▶ plus de 230.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la Syrie et elles connaissent actuellement de graves problèmes d'accès aux soins et à l'alimentation alors que les autorités de Damas continuent d'imposer des restrictions inadmissibles à l'action des organisations humanitaires sur le sol syrien ;
- ▶ 200.000 Syriens ont dû quitter le pays pour se réfugier dans les pays voisins, Turquie, Jordanie et Liban.

Cette aide française complète celles déjà adressées en faveur du peuple syrien, en Syrie, en Jordanie et au Liban, notamment le fonds d'urgence humanitaire. »

## DECLARATIONS DES AUTORITES TURQUES

Entretien d'Egemen Bağış, Ministre turc des affaires européennes et négociateur en chef avec l'UE – La Croix, 11 Juin

« Q: Les relations entre la France et la Turquie ont été particulièrement tendues durant la présidence Sarkozy. Qu'attendez-vous du nouveau président français ?

R: J'espère que le président Hollande va défendre les intérêts de la France et des Français en se rapprochant d'un pays de 75 millions d'habitants, depuis lequel on accède à une vaste région de 1,5 milliard d'habitants.

Q: Le différend avec la France sur la reconnaissance du génocide arménien ne peut-il pas resurgir ?

R: Au lieu de s'occuper de ce qui est survenu il y a une centaine d'années, nous devrions nous concentrer sur ce qui se passe aujourd'hui, sur le sort d'Azéris sans abris en raison de l'occupation arménienne du Haut-Karabach, territoire azérien. Le groupe de contact auquel participent la France et la Russie n'a produit aucun résultat. La Turquie est prête à faire face à son histoire si l'Arménie est prête à affronter la sienne. Nous acceptons de constituer un comité d'historiens, avec la participation de pays tiers comme la France. Mais les dirigeants politiques ne doivent pas faire le travail des historiens.

Q: Chypre va présider le Conseil de l'Union européenne à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Cela met-il en suspens vos négociations d'adhésion ?

R: Nous n'avons pas de relation diplomatique avec la partie grecque de Chypre, mais restons en relations étroites avec la Commission européenne et avec le Parlement européen. Huit groupes de travail traitent de huit chapitres à négocier pour l'adhésion, notamment sur les visas. Mais l'on peut s'interroger sur les règles de la négociation. Un seul État membre (*NDLR : Chypre*) peut, à lui seul, prendre en otages les autres partenaires européens, en bloquant la négociation. Il faudrait privilégier la majorité qualifiée. La crise en zone euro révèle les limites du consentement unanime : certains ont maquillé leurs comptes, joué avec les chiffres, mais des sanctions ont toujours été bloquées, faute d'accord unanime.

Q: Cette crise frappant l'Europe ne réduit-elle pas votre ambition d'intégrer l'Union ?

R: Non. Notre objectif reste de rejoindre l'Union européenne – l'euro, c'est une autre affaire. L'Union européenne demeure la région au revenu par habitant le plus élevé au monde. C'est un projet qui a amené la paix et la prospérité sur le continent. Elle est animée par une série de valeurs qui nous unissent. L'Europe agit sur nous comme un diététicien : elle nous conseille notre menu pour rester en forme et bonne santé et faire les bons choix. »

Message d'Ahmet Davutoğlu, Ministre turc des affaires étrangères à l'occasion de la Journée de l'Europe - 9 mai

« Le 9 mai, "Journée de l'Europe", est le jour de la renaissance de la paix, de la prospérité et de la stabilité en Europe, aussi bien qu'une occasion pour dresser un bilan prospectif de la situation actuelle.

La Turquie en termes de son passé historique et sa vision de l'avenir, est une partie inséparable du processus d'intégration européenne. Toutefois, l'impasse dans notre processus d'adhésion à l'UE provenant des blocages politiquement motivés de la part de certains membres de l'UE est une source de déception.

L'adhésion de la Turquie à l'UE est un résultat et une exigence du déroulement naturel de l'histoire. Une UE qui ne comprendra pas la Turquie restera en tant qu'un projet politique n'ayant pas abouti. En fait, la viabilité de ce projet pourrait être assurée par l'adhésion de la Turquie à l'UE. Les changements et transformations rapides survenant aujourd'hui dans les relations politiques et économiques internationales révèlent l'ampleur des répercussions positives que ce projet historique aura par la force et l'efficacité que l'adhésion de la Turquie lui apportera à l'échelle mondiale.

Nous continuerons à avancer dans ce sens avec détermination et confiance en menant des pas énergiques. Nos réformes en cours constituent un élément important de notre effort.

A cette occasion, je félicite le 9 mai , « Journée de l'Europe » de tous les Européens, y compris nos citoyens. »

*Ambassade de Turquie en France :*

« France – Turquie : Relations Economiques Et Commerciales: Enjeux & Perspectives » par François Bernard – 14 Juin

Voir l'analyse : [Cliquez ici](#)

Source: Ambassade de Turquie en France

